

OLITEC

Société anonyme au capital de 5.500.000 €
Siège social : 4 rue des Magnolias, 54220 MALZEVILLE
333 428 670 R.C.S. NANCY

Comptes semestriels arrêtés au 30 juin 2008
Audités par les commissaires aux comptes

I- Bilan au 30 juin 2008 (en euros)

ACTIF	30/06/2008 6 mois	30/06/2007 6 mois	31/12/2007 12 mois
Frais de recherche et de développement	0	0	0
Concession, brevets	0	250	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	250	0
Terrains	67 078	67 078	67 078
Constructions	387 949	420 156	403 826
Installations techniques, matériel et outillage ind.	4 308	8 399	6 193
Autres immobilisations corporelles	158 881	314 797	238 108
Immobilisations en cours	0	19 025	70 824
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	618 216	829 455	786 029
Autres participations	25 000	25 000	25 000
Autres titres immobilisés	1 809	1 809	1 809
Autres immobilisations financières	2 986	8 304	8 304
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	29 795	35 113	35 113
ACTIF IMMOBILISE	648 011	864 818	821 142
Stocks de matières premières	6 116	6 946	5 877
Stocks de marchandises	302 230	895 767	367 023
STOCKS ET EN-COURS	308 346	902 713	372 900
Créances clients et comptes rattachés	640 336	1 040 790	844 670
Autres créances	535 682	572 939	634 349
CREANCES	1 176 018	1 613 729	1 479 019
Valeurs mobilières de placement	637 184	574 650	1 083 569
Disponibilités	273 103	992 747	486 989
Charges constatées d'avance	44 569	109 136	48 872
DISPONIBILITES ET DIVERS	954 856	1 676 533	1 619 430
ACTIF CIRCULANT	2 439 221	4 192 975	3 471 350
TOTAL GENERAL	3 087 232	5 057 794	4 292 492

PASSIF	30/06/2008 6 mois	30/06/2007 6 mois	31/12/2007 12 mois
SITUATION NETTE			
Capital social dont versé 5 500 000	5 500 000	5 500 000	5 500 000
Réserve légale	283 813	283 813	283 813
Autres réserves	0	0	0
Report à nouveau	- 2 407 816	- 1 168 493	- 1 168 493
Résultat de l'exercice	- 1 002 994	- 278 720	- 1 239 323
CAPITAUX PROPRES	2 373 003	4 336 600	3 375 997
Provision pour risques	15 000	15 000	15 000
Provisions pour charges	53 245	49 958	49 302
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	68 245	64 958	64 302
Découverts, concours bancaires	0	1 335	753
DETTES FINANCIERES	0	1 335	753
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	307 850	292 122	433 214
Dettes fiscales et sociales	248 752	263 024	296 657
Autres dettes	89 383	99 756	121 570
DETTES DIVERSES	645 985	654 902	851 441
DETTES	645 985	656 237	852 193
TOTAL GENERAL	3 087 232	5 057 794	4 292 492

COMPTE DE RESULTAT	30/06/2008 6 mois	30/06/2007 6 mois	31/12/2007 12 mois
Ventes de marchandises	1 288 744	2 074 716	3 679 170
Production vendue (services)	14 456	23 185	40 814
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	1 303 200	2 097 901	3 719 984
Production stockée		0	
Reprises s/prov. et amortiss., transferts de charges	14 994	32 903	371 506
Autres produits	8	40	44
PRODUITS D'EXPLOITATION	1 318 202	2 130 844	4 091 534
Achats de marchandises	823 992	1 577 403	1 985 031
Variation de stocks (marchandises)	- 18 465	- 437 001	91 743
Achats de mat. premières et autres approvisionn.	5 663	6 068	14 570
Variation de stocks (mat. et autres approvisionn.)	- 240	2 260	3 329
Autres achats et charges externes	790 552	686 947	1 503 384
CHARGES EXTERNES	1 601 502	1 835 677	3 598 057
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	48 780	64 526	67 085
Salaires et traitements	301 832	392 353	731 334
Charges sociales	132 662	163 484	319 247
CHARGES DE PERSONNEL	434 494	555 837	1 050 581
Dotations aux amortissements s/immobilisations	88 103	162 445	322 715
Dotations aux provisions s/actif circulant	83 258	0	
Dotations aux provisions pour risques et charges	3 943	0	
DOTATIONS D'EXPLOITATION	175 304	162 445	322 715
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	5 314	4 297	248 504
CHARGES D'EXPLOITATION	2 265 394	2 622 781	5 286 942
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 947 192	- 491 937	- 1 195 407
Autres intérêts et produits assimilés	1 713	11 535	25 520
Différences positives de change	146	0	192
Prod. nets s/cessions valeurs mob. de placements	9 266	11 948	36 886
PRODUITS FINANCIERS	11 125	23 483	62 598
Dotations financières aux amort. et provisions	0	0	
Intérêts et charges assimilées	12	69	69
Différences négatives de change	0	0	84 992
Charges nettes sur cess. de valeurs mobil.de plac			
CHARGES FINANCIERES	12	69	85 062
RESULTAT FINANCIER	11 113	23 414	- 22 464
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	- 936 079	- 468 523	- 1 217 871
Sur opérations de gestion	7 705	86 196	44 258
Sur opérations en capital	9 200	6 168	25 100
Reprises s/provisions et transferts de charges	0	248 077	248 000
PRODUITS EXCEPTIONNELS	16 905	340 440	317 434
Sur opérations de gestion	72 095	126 708	294 051
Sur opérations en capital	11 725	5 178	26 084
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	0	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	83 820	131 886	320 136
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 66 915	208 554	- 2 701
Impôts sur les bénéfices	0	18 750	18 750
TOTAL DES PRODUITS	1 346 231	2 494 767	4 471 566
TOTAL DES CHARGES	2 349 225	4 407 677	5 710 889
BENEFICE OU PERTE	- 1 002 994	- 278 720	- 1 239 323

ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS

OBJECTIFS DE L'ANNEXE

Le contenu de cette annexe, résultant de la réglementation, fait apparaître :

- des informations obligatoires quelle que soit leur importance,
- des informations complémentaires d'importance significative et nécessaire à l'obtention d'une image fidèle de l'entreprise.

PARTICULARITES ANTERIEURES A L'EXERCICE

Litige judiciaire

En 2001, une enquête judiciaire contre X a été lancée par la police judiciaire de Nancy pour faux et usage de faux et abus de biens sociaux. Dans le cadre de cette enquête, le Président Directeur Général a été mis en examen.

Les effets se sont manifestés par une régression sensible de notre chiffre d'affaires générant des pertes depuis plusieurs exercices et des procédures de licenciements successives.

Litige France Telecom

Face à la position et au comportement de l'opérateur historique de télécommunications, OLITEC n'a jamais réussi à compenser la perte de chiffre d'affaires sur le marché de masse de l'ADSL.

Afin de préserver ses droits et ceux de ses actionnaires, OLITEC SA a saisi le Tribunal de Commerce de Paris à l'encontre de FRANCE TELECOM le 2 mars 2007, dans le but d'obtenir sa condamnation à une somme de 45 millions d'euros pour abus de position dominante sur le marché de l'ADSL.

Avant de déposer son assignation, la société OLITEC a demandé à SORGEM EVALUATION, association agréée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, d'effectuer une expertise pour évaluer le préjudice qu'elle a subi. Cette expertise, réalisée par Monsieur Guy JACQUOT, Expert en diagnostic d'entreprise et en propriété industrielle près la Cour d'Appel de Paris, détermine un préjudice de 41,45 millions d'euros se ventilant en 17,15 millions d'euros au titre du préjudice lié aux ventes perdues, un million d'euros au titre du préjudice relatif aux coûts de restructuration et 23,30 millions d'euros au titre du préjudice de perte de valeur de fonds de commerce.

La procédure suit son cours. Aucune information nouvelle n'est intervenue depuis le début de l'exercice.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre litige ou fait exceptionnel susceptible d'avoir un impact significatif sur le patrimoine et la situation financière de la société.

PARTICULARITES DE LA PERIODE

Licenciements

Le coût financier des trois licenciements effectués au cours du 1^{er} semestre 2008 avait fait l'objet d'une provision pour restructuration au 31 décembre 2007. Un autre licenciement initialement prévu et provisionné au 31 décembre 2007 n'a pas encore été effectué. Une provision de 15 124,21 euros a été comptabilisée au 30 juin 2008.

Mention sur les relations inter sociétés

La SA OLITEC a créé une Filiale à 100 %, la SARL OLITEC MANAGEMENT, immatriculée au R.C.S. du Luxembourg depuis le 28 juillet 2005 qui a pour but d'assurer pour le compte de la SA OLITEC les prestations suivantes :

- Définition et mise en place de la stratégie de développement
- Direction et marketing des ventes et export
- Promotion de l'image de marque et de la notoriété d'OLITEC
- Communication

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes semestriels ont été établis selon les principes et méthodes définis dans les textes pris pour leur application. Les options retenues sont celles qui sont utilisées pour la préparation des comptes annuels :

- Continuité de l'activité
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue.

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

terrain	non amortissable	
Immobilisations corporelles	Linéaire	Dégressif
constructions	30 ans	
agencement des constructions	5 à 10 ans	
matériel de développement	5 ans	4 à 5 ans
matériel et outillage divers	4 à 5 ans	4 à 5 ans
matériel stand d'expositions	5 ans	
matériel de transport	3 à 5 ans	
matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	3 à 5 ans
agencements	5 à 10 ans	
meublier	5 à 8 ans	

TRAITEMENT COMPTABLE DES FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Aucun frais de recherche et de développement n'a été comptabilisé sur la période.

CREANCES CLIENTS ET AUTRES CREANCES

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances clients font l'objet d'une assurance crédit ; la nécessité de provisionner certaines créances est appréciée en fonction du risque encouru selon état des dossiers « assurance crédit ».

CREDIT D'IMPOT RECHERCHE

Aucune dépense de recherche n'a été engagée au cours du 1^{er} semestre 2008.

ECART DE CONVERSION

Au cours de l'exercice, les gains et pertes de change respectivement acquis et subis sont comptabilisés en produits et en charges.

Aucun gain ou perte de change n'a été constaté en fin d'exercice.

STOCKS

Les stocks de marchandises, informatiques et Multimédia sont valorisés au coût moyen pondéré. Une provision pour un montant de 83 258,24 euros a été calculée pour faire face au risque d'obsolescence des produits.

EVALUATION DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement s'élèvent à 837 184,44 € et se composent d'une Etoile Euro trésorerie Kolb à 198 368,59 €, de 4 Etoile EONIA Kolb à 394 744,60 € et de 5 Etoile Kolb à 44 071,25 €.

La moins-value latente au 30 juin 2008 s'élève à 1 957,57 €. Compte tenu de son faible montant, aucune provision n'a été comptabilisée.

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à 5 500 000 € divisé en 550 000 actions de 10 €.

ENGAGEMENT EN MATIERE DE RETRAITE

La méthode de calcul utilisé est la méthode des unités de crédits projetés. La dette actuarielle concernant ces engagements en matière de retraite a été évaluée à 53 245 €

Il a donc été comptabilisé une reprise de provision d'un montant de 3 943 € au 30 juin 2008.

PARTICIPATION AUX RESULTATS

Un accord de participation a été signé le 30 janvier 1999.

Les bénéficiaires de répartition de la « Réserve Spéciale de Participation » sont les salariés ayant au moins six mois d'ancienneté dans l'entreprise. La Réserve Spéciale de Participation est répartie entre les salariés bénéficiaires pour 50 % proportionnellement au salaire perçu par chaque salarié au cours de l'exercice de référence et 50 % en fonction de la durée de présence dans l'entreprise au cours de l'exercice.

La réserve spéciale de participation est calculée conformément aux articles L.442-2, L.442-3 du Code du Travail, suivant la formule de droit commun : $RSP = \frac{1}{2} (B - 5C/100) \times (S/VA)$

Du fait des résultats de la période, aucune réserve spéciale de participation n'a été comptabilisée.

EFFECTIF DE LA SOCIETE

L'effectif de la société OLITEC SA, au 30 juin 2008, s'élève à 21 personnes dont

- 8 cadres
- 3 ETAM
- 4 techniciens non cadres
- 3 employés non cadres
- 2 ouvriers qualifiés
- 1 ouvrier non qualifié

COMITE DE DIRECTION

Notre société ne dispose d'aucun Comité de Direction.

JETONS DE PRESENCE

Aucun jeton de présence n'a été versé en 2006, 2007 et au 1^{er} semestre 2008.

PRESENTATION DES COMPTES

Les comptes semestriels sont présentés suivant les règles du plan comptable général.

NORMES IFRS

Du fait de sa participation à hauteur de 100 % dans sa Filiale OLITEC MANAGEMENT, notre société établit des comptes consolidés semestriels conformément aux normes IFRS.

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital de la société au 30 juin 2008 s'élève à 5 500 000 € et se compose ainsi :

	Mouvements de l'exercice	Nature des titres	Valeur nominale	Nombre de titres	Montant du capital
Au 01/01/2008		Actions	10	550 000	5 500 000
Au 30/06/2008		Actions	10	550 000	5 500 000

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Obligations Contractuelles

Etat des locations longue durée (arrêté au 30 juin 2008) :

Montant global de la location	Rembours. de l'exercice	Rembours. antérieurs	Solde Global	Solde à Moins d'1 an	Solde à Plus d'1 an
31 778,23	2 023,98	24 694,30	5 059,95	4 047,96	1 011,99

Etat des leasings assurances comprises (arrêté au 30 juin 2008) :

Prix de revient	Montant global	Remb. de l'exercice	Remb. antérieurs	Solde Global	Solde à moins d'1 an	Solde à plus d'1 an	Valeur résid. en fin de contrat
				NEANT			

ENGAGEMENTS DONNES SUR EMPRUNTS

Etat des Echéances (arrêté au 30 juin 2008):

Montant initial en capital	Rembours. de l'exercice	Remb. antérieurs	Dû en fin d'exercice	Solde à moins d'1 an	Solde de 1 à 5 ans	Solde à plus de 5 ans
			NEANT			

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET

(au 30 juin 2008)

	France	Export et livraisons Intracommun.	Total
Prestations de services	14 448	8	14 456
Ventes de marchandises	1 270 929	17 815	1 288 744
Total	1 285 377	17 823	1 303 200

ACCROISSEMENT ET ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

(au 30 juin 2008)

Accroissements de la dette future d'impôt	Montant
Provisions réglementées :	0
Total	0

Allègements de la dette future d'impôt	Montant
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :	
Autres :	
- Organic sur chiffre d'affaires 2008	2 043
- Créance Carry Back	279 538
Total	281 581

Amortissements réputés différés	0
Déficits reportables	4 842 254
Moins values à long terme	0

I - Bilan consolidé au 30 juin 2008

(en euros)

ACTIF	Normes IFRS Au 30/06/2008	Normes IFRS Au 30/06/2007	Normes IFRS Au 31/12/2007
Logiciels, Frais de recherche	0	250	0
Immobilisations incorporelles	0	250	0
Terrains, Constructions et agencements	455 027	487 234	470 904
Matériel et outillage, Installations	173 432	353 873	253 950
Matériel de bureau info et mobilier	22 169	30 996	27 424
Immobilisations en cours	0		70 824
Immobilisations corporelles	650 628	872 103	823 102
Autres titres, dépôts et cautions	4 825	10 113	10 142
Immobilisations financières	4 825	10 113	10 142
TOTAL ACTIF NON COURANT	655 453	882 466	833 244
Stocks	308 346	902 713	372 900
Clients et comptes rattachés	703 964	1 040 790	833 867
Autres créances	512 695	574 475	476 029
Charges constatées d'avance	44 724	111 081	50 937
Trésorerie	946 382	1 590 822	1 629 458
TOTAL ACTIF COURANT	2 516 111	4 219 881	3 363 191
TOTAL ACTIF	3 171 564	5 102 347	4 196 435

PASSIF	Normes IFRS au 30/06/2007	Normes IFRS au 30/06/2007	Normes IFRS au 31/12/2007
Capital social	5 500 000	5 500 000	5 500 000
Réserves	- 2 103 987	-873 391	- 873 391
Résultat net part du groupe	- 997 908	-274 302	- 1 230 596
Capitaux propres groupe	2 398 105	4 352 307	3 396 013
Intérêts minoritaires	0	0	0
Capitaux propres du groupe consolidé	2 398 105	4 352 307	3 396 013
Provisions pour risques et charges	68 245	64 958	64 302
Passif non courant	68 245	64 958	64 302
Dettes financières court terme		1 389	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	307 850	280 294	300 377
Dettes fiscales et sociales	275 880	299 657	324 976
Autres dettes	121 484	103 742	110 767
Passif courant	705 214	685 082	736 120
TOTAL PASSIF	3 171 564	5 102 347	4 196 435

II – Compte de résultat

(en euros)

COMPTE DE RESULTAT	Normes IFRS au 30/06/2008	Normes IFRS au 30/06/2007	Normes IFRS au 31/12/2007
Services après ventes et activation	14 456	23 185	40 814
Vente négoce	1 288 744	2 074 647	3 679 101
Chiffre d'affaires	1 303 200	2 097 832	3 719 915
Autres produits opérationnels	8	220	44
Achats de matières premières	- 5 423	-6 068	- 17 899
Achats de marchandises	- 805 274	-1 054 513	- 2 076 478
Autres achats et charges externes	- 615 011	-525 665	- 1 060 713
Impôts et taxes	- 48 216	-60 209	- 57 697
Charges de personnel	- 599 914	-701 926	- 1 342 590
Dotations et reprise aux amortissements	- 92 762	-168 688	- 118 639
Dotations aux provisions	- 87 201	2 777	3 433
Autres charges opérationnelles	- 5 109	-3 665	- 247 850
Résultat opérationnel	- 955 704	-419 905	- 1 198 474
Produits financiers	10 872	23 380	62 302
Charges financières	- 12	0	- 84 992
Résultat financier	10 860	23 380	- 22 690
Impôts ou Créance d'impôts	0	-1 247	- 2 460
Résultat net avant résultat des activités arrêtées	- 53 064	-397 772	- 1 223 624
Résultat des activités arrêtées (1)	- 53 064	123 470	- 6 972
Résultat net	- 997 908	-274 302	- 1 230 596
Résultat net du groupe	- 997 908	-274 302	- 1 230 596

(1) en 2007 dont perte sur écart de change euros/dollars de 84 992 €

III – Tableau des flux de trésorerie

(en euros)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	Normes IFRS au 30/06/2008	Normes IFRS au 30/06/2007	Normes IFRS au 31/12/2007
EXPLOITATION			
Résultat net consolidé	- 997 908	-274 302	- 1 230 596
Amortissements et provisions	250 787	-100 916	- 151 621
Plus ou moins values de cession	2 525	3 424	5 230
Capacité d'autofinancement	- 744 596	-371 794	- 1 376 987
Variation des stocks	64 554	-434 741	95 072
Variation des créances clients et comptes rattachés	16 193	502 077	1 083 486
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	- 30 906	-443 621	- 391 195
Variation du besoin en fonds de roulement	49 841	-376 285	787 363
Flux net de trésorerie généré par l'exploitation	- 694 755	-748 079	- 589 624
Flux net de trésorerie	- 694 755	-748 079	- 589 624
INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations	- 2 839	-69 080	- 206 610
Cessions des immobilisations	14 418	32 087	51 187
Flux de trésorerie lié aux investissements	11 579	-36 993	- 155 423
FINANCEMENT			
Remboursement d'emprunts et obligations	0	0	0
Flux de trésorerie lié aux financement	0	0	
FLUX DE TRESORERIE	- 683 076	-785 072	- 745 047
Trésorerie au début d'exercice	1 629 458	2 374 505	2 374 505
Trésorerie en fin d'exercice	946 382	1 589 433	1 629 458

IV – Capitaux propres du groupe

(en euros)

CAPITAUX PROPRES DU GROUPE	Capital	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Capitaux propres
1er janvier 2007	5 500 000	425 553	0	- 1 298 944	4 626 609
Affectation du résultat		- 1 298 944		1 298 944	
Résultat 30 juin 2007				- 274 302	- 274 302
30 juin 2007	5 500 000	-873 391	0	- 274 302	4 352 307

1er janvier 2007	5 500 000	425 553	0	-1 298 944	4 626 609
Affectation du résultat		- 1 298 944		1 298 944	
Résultat au 31 décembre 2007				- 1 230 596	- 1 230 596
31 décembre 2007	5 500 000	- 873 391	0	-1 230 596	3 396 013
Affectation du résultat		- 1 230 596		1 230 596	
Résultat au 30 juin 2008				- 997 908	- 997 908
30 juin 2008	5 500 000	- 2 103 987	0	- 997 908	2 398 105

Annexe aux comptes consolidés semestriels **arrêtés au 30 juin 2008**

1. – Objectifs de l'annexe

Le contenu de cette annexe, résultant de la réglementation des normes IFRS, fait apparaître des informations obligatoires quelle que soit leur importance et des informations complémentaires d'importance significative et nécessaire à l'obtention d'une image fidèle du groupe.

2. - Particularités antérieures à l'exercice

Litige judiciaire

En 2001, une enquête judiciaire contre X a été lancée par la police judiciaire de Nancy pour faux et usage de faux et abus de biens sociaux. Dans le cadre de cette enquête, le Président Directeur Général a été mis en examen.

Les effets néfastes se sont manifestés par une régression sensible de notre chiffre d'affaires générant des pertes depuis plusieurs exercices et des procédures de licenciements successives.

La procédure suit son cours. Aucune information n'est intervenue depuis le début de l'exercice.

Litige France Telecom

Face à la position et au comportement de l'opérateur historique de télécommunications, OLITEC n'a jamais réussi à compenser la perte de chiffre d'affaires sur le marché de masse de l'ADSL.

Afin de préserver ses droits et ceux de ses actionnaires, OLITEC SA a saisi le Tribunal de Commerce de Paris à l'encontre de FRANCE TELECOM le 2 mars 2007 dans le but d'obtenir sa condamnation à la somme de 45 millions d'euros pour abus de position dominante sur le marché de l'ADSL.

Avant de déposer son assignation, la société OLITEC a demandé à **SORGEM EVALUATION**, association agréée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, d'effectuer une expertise pour évaluer le préjudice qu'elle a subi. Cette expertise a été réalisée par Monsieur Guy JACQUOT, Expert en diagnostic d'entreprise et en propriété industrielle près la Cour d'Appel de Paris et détermine un préjudice de **41,45 millions d'euros** se ventilant en 17,15 millions d'euros au titre du préjudice lié aux ventes perdues, un million d'euros au titre du préjudice relatif aux coûts de restructuration et 23,30 millions d'euros au titre du préjudice de perte de valeur de fonds de commerce.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre litige ou fait exceptionnel susceptible d'avoir un impact significatif sur le patrimoine et la situation financière de la société.

3. – Particularités de la période

Licenciements

Le coût financier de 3 licenciements effectués au cours du 1^{er} semestre 2008 avait fait l'objet d'une provision pour restructuration au 31 décembre 2007. Un autre licenciement initialement prévu et provisionné au 31 décembre 2007 n'a pas encore été effectué. Une provision d'un montant de 15 124 ,21 euros a été comptabilisée au 30 juin 2008.

Mention sur les relations inter sociétés

La SA OLITEC a créé une Filiale à 100 %, la SARL OLITEC MANAGEMENT, immatriculée au R.C.S. du Luxembourg depuis le 28 juillet 2005 qui a pour but d'assurer pour le compte de la SA OLITEC les prestations suivantes :

- Définition et mise en place de la stratégie de développement
- Direction et marketing des ventes et export
- Promotion de l'image de marque et de la notoriété d'OLITEC
- Communication

La SA OLITEC et la SARL OLITEC MANAGEMENT forment ainsi le « groupe », ce qui entraîne l'obligation de publication des comptes consolidés. La détention à 100 % de la filiale dès sa création justifie l'absence d'écart d'acquisition.

4. – Périmètre de consolidation

Liste des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation :

<u>Sociétés</u>	<u>Adresse du siège social</u>	<u>Adresse de l'établiss.principal</u>	<u>% de contrôle</u>	<u>Méthode de consolidation</u>
SA OLITEC	4 Rue des Magnolias 54000 NANCY	87 Rue Mac Mahon 54000 NANCY	Société Mère	IG
SARL OLITEC MANAGEMENT	6 Rue Pierre Thinnès L. 2614 Luxembourg		100 %	IG

5. – Principes, règles et méthodes comptables

La SA OLITEC est une entreprise domiciliée en France.

Les comptes semestriels consolidés du Groupe OLITEC au 30 juin 2008 comprennent la société SA OLITEC et sa filiale OLITEC MANAGEMENT, l'ensemble est désigné comme « Groupe ».

Le compte de résultat est présenté par nature de charges afin de déterminer un résultat opérationnel.

Le résultat opérationnel est obtenu à partir du résultat d'exploitation, corrigé d'une part, des autres produits et charges d'exploitation, et d'autre part, des autres produits et charges qui présentent un caractère inhabituel ou rare dans leur survenue, à savoir :

- Les charges de restructuration
- Les plus-values ou moins-values de cessions

- Les charges et produits qui résulteraient de litiges

Les états financiers consolidés ont été établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne en application du règlement européen N° 1606/2002 du 19 juillet 2002.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Une uniformisation des méthodes comptables a été pratiquée par la filiale.

Description des états financiers :

Les actifs courants sont principalement constitués par les stocks destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ; la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances clients et comptes rattachés. Tous les autres actifs sont non courants.

Les actifs financiers comprennent des actifs financiers non courants, des actifs financiers courants incluant des instruments financiers dérivés court terme, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (valeurs mobilières de placement)

Les passifs courants sont constitués principalement par les dettes fournisseurs, fiscales, sociales et financières de moins d'un an. Les autres passifs sont non courants.

6. – Méthode de consolidation

Une filiale est une entité contrôlée par la société. Le contrôle existe lorsque la société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

La méthode d'intégration globale est appliquée à la filiale, la SARL OLITEC MANAGEMENT.

Tous les soldes des bilans ainsi que les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

L'exercice social de la société mère et de la filiale coïncide avec l'année civile. Les bilans et comptes de résultats du Groupe utilisés pour la consolidation correspondent donc à la situation intermédiaire au 30 juin 2008.

Compte tenu de la détention de la filiale à hauteur de 100 %, aucun intérêt minoritaire n'apparaît dans le compte du Groupe.

Les états financiers ont été préparés selon la convention du coût historique.

L'application des normes IFRS peut rendre nécessaire l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de certains montants d'actifs et de passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que les produits et charges de l'exercice. En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, ces estimations sont analysées régulièrement et l'impact des changements éventuels d'hypothèses est comptabilisé soit en charge ou en produit, soit en report à nouveau s'il concerne des périodes antérieures.

7. - Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue.

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

• Terrain	Non amortissable	
Immobilisations corporelles	Linéaire	Dégressif
• Constructions	30 ans	
• Agencement des constructions	5 à 10 ans	
• Matériel de développement	5 ans	4 à 5 ans
• Matériel et outillage divers	4 à 5 ans	4 à 5 ans
• Matériel stand d'expositions	5 ans	
• Matériel de transport	3 à 5 ans	
• Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	3 à 5 ans
• Agencements	5 à 10 ans	
• Mobilier	5 à 8 ans	

Des tests de valeur sont réalisés lorsqu'il existe des indices internes ou externes de perte de valeurs.

En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée pour ramener la valeur comptable de l'immobilisation à sa juste valeur.

8. – Traitement comptable des frais de recherche et de développement

Aucun frais de recherche et de développement n'a été comptabilisé sur la période.

9.- Créances clients et autres créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances clients font l'objet d'une assurance crédit ; la nécessité de provisionner certaines créances est appréciée en fonction du risque encouru selon état des dossiers « assurance crédit ».

Les stocks de marchandises, informatiques et Multimédia sont valorisés au coût moyen pondéré. Une provision pour un montant de 83 258,24 euros a été calculée pour faire face au risque d'obsolescence des produits.

10. - Stocks

Les stocks de marchandises, informatiques et Multimédia sont valorisés au coût moyen pondéré. Une provision pour un montant de 83 258,24 euros a été calculée pour faire face au risque d'obsolescence des produits.

11. – Ecart de conversion

Au cours de l'exercice, les gains et pertes de change respectivement acquis et subis sont comptabilisés en produits et charges.

12. – Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement s'élèvent à 837 184,44 € et se composent d'une Etoile Euro trésorerie Kolb à 198 368,59 €, de 4 Etoile EONIA Kolb à 394 744,60 € et de 5 Etoile Kolb à 44 071,25 €.

La moins-value latente au 30 juin 2008 s'élève à 1 957,57 €. Compte tenu de son faible montant, aucune provision n'a été comptabilisée.

13. – Résultat financier

Le résultat financier comprend le coût de l'endettement financier, les produits de trésorerie et les autres charges et produits financiers.

Toutes les charges d'intérêts sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues. En application des normes IAS 16 et IAS 23, il est précisé l'absence de tout intérêt d'emprunt sur les actifs immobilisés.

14. – Engagement en matière de retraite

La méthode de calcul utilisée est celle des unités de crédits projetés.

La dette actuarielle concernant ces engagements en matière de retraite a été évaluée à 53 245 €. Il a donc été comptabilisé une reprise de provision d'un montant de 3 943 € au 30 juin 2008.

15. – Participation aux résultats

Un accord de participation a été signé le 30 janvier 1999.

Les bénéficiaires de répartition de la « Réserve Spéciale de Participation » sont les salariés ayant au moins six mois d'ancienneté dans la SA OLITEC.

La Réserve Spéciale de Participation est répartie entre les salariés bénéficiaires pour 50 % proportionnellement au salaire perçu par chaque salarié au cours de l'exercice de référence et pour 50 % en fonction de la durée de présence dans l'entreprise au cours de l'exercice.

La réserve spéciale de participation est calculée conformément aux articles L.442-2, L.442-3 du Code du Travail, suivant la formule de droit commun : $RSP = \frac{1}{2} (B - 5C/100) \times (S/VA)$

Du fait des résultats de la période, aucune réserve spéciale de participation n'a été comptabilisée.

16. – Coût des réparations "service après vente"

Compte tenu d'une évaluation non significative des coûts de réparations "service après vente", aucune provision n'a été comptabilisée.

17. – Effectif du groupe

L'effectif du Groupe OLITEC, au 30 juin 2008, s'élève à 22 personnes réparties de la manière suivante :

- 8 cadres
- 3 ETAM
- 4 techniciens non cadres
- 3 employés non cadres
- 2 ouvriers qualifiés
- 1 ouvriers non qualifié
- 1 gérant de la filiale OLITEC MANAGEMENT

18. – Rémunération des dirigeants du groupe

Les rémunérations brutes totales versées aux dirigeants du Groupe du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2008 sont de 57 422,54 €.

19. – Comité de direction

Le Groupe ne dispose d'aucun Comité de Direction.

éà. – Jetons de présence

Aucun jeton de présence n'a été versé en 2006, 2007 et au 1^{er} semestre 2008.

2&. – Impact des normes IFRS

Compte tenu de l'application du règlement européen du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe OLITEC pour la situation intermédiaire arrêtée au 30 juin 2008 sont établis selon les normes comptables internationales.

22. -Composition du Capital Social

Le capital du Groupe s'élève à 5 500 000 € et se compose ainsi :

	Mouvements de l'exercice	Nature des titres	Valeur nominale	Nombre de titres	Montant du capital
Au 01/01/2008		Actions	10	550 000	5 500 000
Au 30/06/2008		Actions	10	550 000	5 500 000

23. - Engagements Hors Bilan

Obligations Contractuelles

Etat des locations longue durée :

	Montant global de la location	Rembours. de l'exercice	Rembours. antérieurs	Solde Global	Solde à moins d'1 an	Solde à plus d'1 an
TOTAL	31 778,23	2 023,98	24 694,30	5 059,95	4 047,96	1 011,99

Etat des leasings (assurances comprises) :

Prix de revient	Montant global du leasing	Rembours. de l'exercice	Rembours. antérieurs	Solde Global	Solde à moins d'1 an	Solde à plus d'1 an	Valeur Résid. en fin De contrat
	NEANT						

Engagements Donnés sur Emprunts

Etat des Echéances d'emprunts (arrêté au 30/06/2008) :

MONTANT INITIAL EN CAPITAL	REBOURS. DE L'EXERCICE	REBOURS. ANTERIEUR	DU EN FIN D'EXERCICE	- D'1 AN	DE 1 AN A 5 ANS	+ 5 ANS
NEANT						

24. - Ventilation du Chiffre d'Affaires Net

		Arrêté au	30-06-08
	France	Export et livraisons Intracommun.	Total
Prestations de services	14 448	8	14 456
Ventes de marchandises	1 270 929	17 815	1 288 744
Total	1 285 377	17 823	1 303 200

25. - Accroissements et Allégements de la Dette Future d'Impôt

Arrêté au	30-06-08
Accroissements de la dette future d'impôt	Montant
Provisions réglementées :	0
Total	0

Allégements de la dette future d'impôt	Montant
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :	0
Autres :	
• Organic sur chiffre d'affaires 2006	2 043
• Gains latents sur créances et dettes	279 538
• Créance Carry Back	
Total	281 581

Amortissements réputés différés	0
• Déficits reportables	4 842 254

Rapport du conseil d'administration

Conformément aux dispositions combinées des articles L.232-7 et R.232-13 du Code de Commerce, le présent rapport a pour objet d'apporter toutes les informations nécessaires relatives aux comptes semestriels de la société et aux comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2008 de notre société.

I – SITUATION DE LA SOCIETE DURANT LE PREMIER SEMESTRE 2008

L'activité au cours du premier semestre 2008 s'est traduite par un chiffre d'affaires de 1.303.200 €, contre 2.097.901 € pour le premier semestre 2007.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 1.318.202 € contre 2.130.844 € pour le premier semestre 2007.

Cette baisse de notre niveau d'activité est conforme aux prévisions faites et nous oblige à poursuivre nos mesures draconiennes de restructuration.

Notre société subit encore les effets du comportement de l'opérateur historique des télécommunications qui lui a fait perdre du chiffre d'affaires sur le marché de masse de l'ADSL.

Une procédure est actuellement en cours devant le Tribunal de Commerce de PARIS pour obtenir une indemnisation du préjudice subi.

Les charges d'exploitation ont pu être réduites de 2.622.781 € pour le premier semestre 2007 à 2.265.394 € pour le premier semestre 2008.

Cependant, le résultat d'exploitation reste déficitaire pour un montant de 947.192 €

Compte tenu d'un résultat financier de 11.113 €, le résultat courant avant impôts s'est élevé à (- 936.079) €

Compte tenu d'un résultat exceptionnel de (- 66 915 €), en l'absence de participation des salariés aux fruits de l'expansion et d'impôt sur les bénéfices, le résultat net comptable du premier semestre 2008 s'élève à (- 1 002 994) €.

II – EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2008

En ce qui concerne les événements particulièrement importants survenus depuis le 1^{er} janvier 2008, il convient de signaler que notre société a poursuivi la mise en œuvre du plan global de restructuration évoqué dans le rapport de gestion et la plaquette des comptes 2008.

III – EVOLUTION PREVISIBLE AU COURS DE L'EXERCICE

En ce qui concerne l'évolution prévisible de la société au cours de l'exercice, la diversification de nos produits et de nos circuits de distribution doit s'accompagner d'une politique de limitation des charges afin de réduire nos pertes d'exploitation.

IV – COMPTES CONSOLIDES

4.1 – Situation de l'ensemble constitué par les sociétés comprises dans la consolidation

La société "OLITEC" a créé une filiale à 100 % dénommée "SARL OLITEC MANAGEMENT" immatriculée au Registre du commerce et des sociétés du Luxembourg depuis le 28 juillet 2005 assurant les prestations suivantes :

- ◆ Définition et mise en place de la stratégie de développement,
- ◆ Direction et marketing des ventes et export,
- ◆ Promotion de l'image de marque et de la notoriété d'OLITEC,
- ◆ Communication.

La société "OLITEC" et la société "SARL OLITEC MANAGEMENT" forment en conséquence un groupe soumis à l'obligation de publication de comptes consolidés.

Le chiffre d'affaires consolidé réalisé au cours du premier semestre 2008 s'est élevé à 1.303.200 €, contre 2.097.832 € pour le premier semestre 2007 ; étant précisé que cette baisse du niveau d'activité est conforme aux prévisions budgétaires de la période et au plan global de restructuration du groupe arrêté en 2007 et poursuivi en 2008.

Les charges opérationnelles s'étant élevées à un montant de 2.258.910 €, le résultat opérationnel s'est élevé à (- 955 704) € contre (- 419.905) € pour le premier semestre 2007.

Compte tenu d'un résultat financier de 10.860 € et en l'absence d'impôt, le résultat net du semestre avant résultat des activités arrêtées s'élève à (- 944 844) €

L'arrêt de la production ayant généré une perte de 53 064 €, le résultat net du groupe du premier semestre 2008 s'élève à (- 997.908) €

Il convient en outre de signaler que le groupe consolidé n'a plus au 30 juin 2008 d'endettement bancaire.

4.2 – Evènements particulièrement importants survenus depuis le début de l'exercice

Aucun évènement particulièrement important n'est survenu depuis le commencement de l'exercice en cours jusqu'au jour d'établissement du présent rapport, hormis la poursuite de la mise en œuvre d'un plan global de restructuration au sein de la société "OLITEC".

4.3 – Evolution prévisible et perspectives d'avenir

En ce qui concerne l'évolution prévisible du groupe consolidé et ses perspectives d'avenir, comme nous l'avons déjà indiqué pour la société "OLITEC", les mesures de limitation des charges, la diversification des produits et des circuits de distribution ainsi que la synergie entre les deux sociétés membres du groupe consolidé ont pour objectif de réduire la perte d'exploitation pour l'ensemble du groupe.

V – PUBLICATION DU PRESENT RAPPORT

Conformément aux dispositions du nouvel article R 232-13 du Code de Commerce, ce rapport sera déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, accompagné de l'attestation des commissaires aux comptes sur la sincérité des informations données.

Fait à NANCY (M&M), le 28 août 2008,

Le conseil d'administration

Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes consolidés du premier semestre 2008.

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société OLITEC, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IRFS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait le 25 août 2008
Les Commissaires aux Comptes

EXPERTIS CFE AUDIT ET CONSEIL SA
Richard RENAUDIN

BATT AUDIT & ASSOCIES SA
Stéphane RONDEAU